

FINAL TECHNICAL REPORT / RAPPORT TECHNIQUE FINAL PROJET INTERGENRE-UEMOA_N°108761- 001_RAPTECHNIQUE FINAL_VFINALE

GRAAD Burkina;
LANKOANDE G. Damien;

© 2021, GRAAD BURKINA



This work is licensed under the Creative Commons Attribution License (<https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/legalcode>), which permits unrestricted use, distribution, and reproduction, provided the original work is properly credited.

Cette œuvre est mise à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution (<https://creativecommons.org/licenses/by/4.0/legalcode>), qui permet l'utilisation, la distribution et la reproduction sans restriction, pourvu que le mérite de la création originale soit adéquatement reconnu.

IDRC Grant / Subvention du CRDI: 108761-001-Regional integration, improving women's economic situation, and transformation of gender relations in West Africa



Intégration régionale, amélioration de la situation économique de la femme et relations de genre dans l'espace UEMOA

Rapport technique final

Période : 1^{er} avril 2018 - 31 mars 2021

N° de référence de la subvention : 108761-001

Gountiéri Damien Lankoandé
Coordonnateur du projet

Juin 2021

SOMMAIRE.....	2
SYNTHESE D'ENSEMBLE SUR LES REALISATIONS DU PROJET	3
1. INTRODUCTION AU PROJET DE RECHERCHE INTERGENRE-UEMOA	7
2. ETAT DE REALISATION DES ACTIVITES.....	10
A. ETAPE 1 : MISE EN PLACE DE L'EQUIPE DE PROJET	10
B. ETAPE 2 : AFFINEMENT DU PROJET DE RECHERCHE ET DE LA METHODOLOGIE	12
C. ETAPE 3 : ATELIER REGIONAL DE LANCEMENT	13
D. ETAPE 4 : TERRAIN ET COLLECTE DE DONNEES	14
E. ETAPE 5 : TRAITEMENT, ANALYSE DES DONNEES ET REDACTION DES RAPPORTS	18
F. ETAPE 6 : RESTITUTION ET DISSEMINATION DES RESULTATS	19
3. PRINCIPES ETHIQUES DE LA RECHERCHE	21
4. SYNTHESE DES RESULTATS DE RECHERCHE ET DES INCIDENCES EN MATIERE DE DEVELOPPEMENT	22
5. METHODOLOGIE.....	25
6. EXTRANTS (DIRECTS ET INDIRECTS) DU PROJET	27
7. DIFFICULTES RENCONTREES ET ALTERNATIVES	28
8. REFLEXIONS ET RECOMMANDATIONS ADMINISTRATIVES	28
9. ANNEXES	29
9.1. CALENDRIER INITIAL PREVISIONNEL DE TRAVAIL	30
9.2. ETAT DE MISE EN ŒUVRE DES ACTIVITES DU PROJET DEPUIS LE DEBUT	31

Synthèse d'ensemble sur les réalisations du projet

Le présent rapport rend compte de l'exécution du projet " *Intégration régionale, amélioration de la situation économique de la femme et transformation des relations de genre dans l'espace UEMOA*", en abrégé [Projet InterGenre-UEMOA](#)", mis en œuvre par le Groupe de recherche et d'analyse appliquées pour le développement (GRAAD Burkina) avec le soutien financier du Centre de Recherches sur le Développement International (CRDI, Canada). Il couvre la période du 1^{er} avril 2018 au 31 mars 2021. Il actualise les informations présentées dans les Rapports techniques d'étape 1 (1^{er} avril 2018 – 30 septembre 2018), 2 (1^{er} octobre 2018 – 1^{er} avril 2019) et 3 (2 avril 2019 au 1^{er} octobre 2019) et 4 (2 octobre 2019 au 1^{er} avril 2020) et 5 (2 avril au 30 Septembre 2020). Le sixième semestre ici pris en compte a été consacré essentiellement à la production/diffusion des résultats de recherche comme prévu dans le calendrier de travail initial.

Ce rapport clôture donc les activités du projet, dont les objectifs, par rapport au projet initial ont été atteints au-delà des prévisions, malgré les difficultés liées à l'avènement de la COVID-19 qui a perturbé fortement les activités de collecte de données sur le terrain et certaines rencontres de travail.

Il faut rappeler que l'objectif général du projet InterGenre-UEMOA était d'étudier et de comprendre comment le commerce intracommunautaire de biens dans les pays de l'UEMOA a affecté le pouvoir économique des femmes et les relations de genre afin de faire des recommandations pour des politiques commerciales régionales plus inclusives. Pour atteindre cet objectif général, diverses réalisations étaient attendues de la mise en œuvre générale du projet. Ces réalisations sont construites autour de quatre (4) grands composantes :

- composante 1 : production de nouvelles connaissances,
- composante 2 : renforcement des capacités de l'équipe de recherche,
- composante 3 : formation de jeunes chercheurs sur la recherche en matière de genre,
- composante 4 : implication stratégique d'un comité de pilotage en vue de la supervision de la bonne exécution du projet dans les règles éthiques établies et la maximisation de l'utilisation des résultats de recherche au fin d'influence politique.

Composante 1, production de nouvelles connaissances : A cette fin, la recherche a utilisé le Matching comme approche de comparaison avec une procédure rigoureuse de sélection des pays, des biens, des entreprises et des ménages investigués sur la base des données d'institution spécialisées comme la CNUCED, la CEDEAO et l'UEMOA. Se basant sur une puissance de 80%, une marge d'erreur de 5% et un effet différentiel de 10%, au total, 296 entreprises, 1 686 employés et 1 291 ménages ont été enquêtés. Dans la sous-région, c'est l'une des rares recherche à rechercher l'impact de l'intégration jusqu'au niveau ménage. Par ailleurs, elle innove à la fois sur la méthode et avec de nombreuses et nouvelles données sur les inégalités de genre. Les innovations concernent aussi le niveau de désagrégation et de ventilation des données selon les variables classiques comme le sexe et l'âge, mais va au-delà pour étendre les analyses d'inégalité sur des variables très peu abordés dans l'espace UEMOA comme le niveau de poste occupé, l'ancienneté, et le niveau d'instruction.

Aujourd'hui, les données produites par InterGenre-UEMOA apportent donc de nombreux éclairages, avec des évidences chiffrées, sur des questions comme l'incidence du commerce intracommunautaire sur les revenus des hommes et des femmes, sur l'emploi féminin, les inégalités de traitement liées aux sexe, etc. Toutes ces données sont consignées dans un livre à publier dont le titre est : "*Effets du Commerce Intracommunautaire sur les Inégalités de Genre dans l'espace UEMOA*". Ce livre est déjà en édition et sera disponible dans la période de juin à juillet 2021.

Au-delà des connaissances en lien direct avec le projet, cinq (5) études de cas dont le commerce informel transfrontalier, l'impact de la COVID-19 sur le secteur informel, les déterminants de la présence massive des femmes dans le secteur informel, etc. ont été réalisées.

Avec la mise en œuvre du projet InterGenre-UEMOA, des résultats concrets sont visibles. Concernant la thématique, il y'a eu peu, si non pas d'analyses aussi détaillées qui descendent jusqu'au niveau ménage. Les analyses concernent en général les commerçant.e.s, l'impact de l'activité sur leur vie et les contraintes. Or, cette recherche a pu mobiliser des données non seulement pour les employés, mais également pour les ménages. Par ailleurs, elle innove en essayant de déterminer directement les effets du commerce intracommunautaire sur les inégalités de genre dans tout l'espace UEMOA. En amont, la recherche innove en matière d'approche. Elle a réussi à contourner les contraintes méthodologiques qu'impose le manque de données par une approche originale fondée sur le chemin d'impact de l'intégration sur les biens commercialisés dans l'Union. Dans la stratégie genre de l'UEMOA de 2018, le manque de données désagrégées permettant de réaliser des analyses approfondies ressort comme une contrainte majeure. Avec la mise au jour de trois bases de données avec de nombreuses variables ventilées selon le sexe et bien d'autres caractéristiques socioéconomiques, le projet InterGenre contribue donc à combler un vide important. Comme mentionné plus haut, cette recherche est l'une des rares analyses couvrant à la fois la vie de l'entreprise, de l'employé et du ménage. Par ailleurs, la soutenance de deux Master II-Recherche à l'Université Aube Nouvelle de Bobo Dioulasso et à l'Université Ouaga 1 a permis non seulement de promouvoir deux (2) jeunes chercheuses, mais également de renforcer les capacités de partenariat du GRAAD Burkina avec les Universités burkinabè.

Composante 2, renforcement des capacités de l'équipe de recherche. Plusieurs réalisations permises par le projet ont conduit à renforcer massivement les capacités du GRAAD Burkina aussi bien sur le plan matériel que sur le plan du capital humain. Au regard des résultats, les objectifs visés dans cette composante sont pleinement atteints.

En effet, L'achat d'ordinateurs portables (4), l'équipement en imprimante (1), logiciels (3), équipements de connexions (7), tablettes (30), etc. ont permis de mener les activités de recherche dans des conditions auparavant inaccessibles. Grâce à l'avènement du projet, directement ou indirectement, le GRAAD Burkina est passé de 5 à 10 machines fonctionnels et réellement exploitables. L'équipement en logiciels de traitement statistiques a permis au GRAAD Burkina de passer de 3 à 6 logiciels authentiques de calcul et de s'aligner ainsi un peu plus avec la déontologie et l'éthique en la matière. En l'absence de ce logiciel, il était difficile pour l'équipe de recherche de travailler avec des échantillons complexes et de grandes tailles. Cette contrainte a été desserrée.

Sur le plan du capital humain, le projet a permis à l'équipe de recherche de se frotter à des pairs et d'améliorer leurs connaissances par les critiques et le partage d'expériences. Ces opportunités ont été offertes notamment par les ateliers méthodologiques, les séminaires de travail, etc. d'environ une dizaine pour les plus marquants. Plus spécifiquement, trois (3) Chercheurs ont bénéficié d'une formation de cinq (5) jours à Bruxelles en Belgique sur la thématique de l'intégration du genre dans les projets de recherche et les analyses. Cette formation a été un tournant dans la vie de ces chercheurs et du GRAAD tout entier. En effet, depuis cette opportunité offerte par le projet, aucune analyse, aucun recrutement d'agents enquêteurs, etc. ne se fait au GRAAD Burkina sans prise en compte de la question du genre. Du constat fait, il est clair que les esprits ont complètement changé sur le sujet. Sur l'ensemble de ces points, des détails sont donnés dans la section prévue à cet effet. Par ailleurs, ces trois (3) chercheurs ont utilisé leurs connaissances pour former deux (2) de leurs collègues. Ce qui fait un total de cinq (5) chercheurs formés sur la question du genre.

Composante 3, formation de jeunes chercheurs sur la recherche en matière de genre. Au titre de cette composante, il s'agissait de profiter de la mise en œuvre du projet pour préparer la relève en matière d'analyse genre. Au regard des trois (3) appuis réussis, l'objectif visé à travers cette composante a été atteint. En effet, avec l'appui financier du projet, 3 mémoires de masters 2, dont 2 filles et un garçon ont été conduits à terme, ouvrant ainsi au Groupe la voie pour de nouveaux partenariats avec les universités burkinabè.

Au-delà des aspects de formation en recherche, le projet a permis finalement de créer 2 emplois permanents au sein du Groupe. Ces deux emplois sont occupés par de jeunes femmes.

Par ailleurs, le projet InterGenre-UEMOA a permis de promouvoir l'apprentissage général des jeunes de six (5) pays de l'UEMOA à travers la création d'environ 100 emplois temporaires. Ces emplois ont consisté essentiellement en des activités de collecte des données. Mais comme le montrent [les témoignages donnés dans le blog du projet](#), cela a été un tournant dans la vie de bien d'étudiantes et étudiants.

Composante 4, implication stratégique d'un comité de pilotage en vue de la supervision de la bonne exécution du projet dans les règles éthiques établies et la maximisation de l'utilisation des résultats de recherche à des fins d'influence politique. A travers cette composante, il s'agissait non seulement d'assurer la visibilité du projet et de ses résultats, mais aussi de s'assurer que les résultats produits vont servir à orienter les politiques publiques régionales et/ou nationales en matière de commerce et genre. Les retours que le reçoit le Groupe de l'opinion publique et des institutions spécialisées montrent que cet objectif a été atteint. Dans son [témoignage](#) donné en vidéo sur le [blog du projet](#), les propos de la [Directrice du genre de l'UEMOA l'attestent bien](#).

Mais, avant d'en arriver là, il faut noter qu'il était également prévu de mettre en place un Comité de pilotage dont le but est de jouer le rôle de courroie de transmission entre les décideurs et la recherche. Dès le démarrage du projet, ce comité a été effectivement mis en place et compte une dizaine de membres comprenant les représentants et représentantes clés d'institutions comme l'UEMOA, le Ministère en charge du Commerce, le Ministère en charge du genre, l'agence des exportations du Burkina Faso, la Maison de l'entreprise, les organisations de la société civile comme les femmes leaders de l'Afrique, etc. A travers ce comité, les résultats de la recherche ont été utilisés pour informer et contribuer à l'élaboration de la nouvelle Stratégie nationale genre du Burkina Faso. Il faut noter que les hautes autorités de ce ministère n'ont mené aucun effort pour participer aux grandes activités de travail et partage des résultats de ce projet.

Mais, comme indiqué dans le titre, l'implication stratégique d'un Comité de pilotage ne concernait pas seulement l'utilisation des résultats. En amont, le Comité de pilotage mis en place avait également pour rôle de veiller à la bonne exécution des travaux du projet et ce, conformément au [protocole éthique](#) établi à cet effet. Dans les recrutements des agents enquêteurs, la parité genre a été respectée. Par ailleurs, avant tout entretien, les agents de collecte ont d'abord obtenu le sentiment éclairé de la cible visée. Compte tenu de la crise sanitaire et de l'insécurité, les membres de l'équipe ont reçu des instructions spéciales à la fois pour développer les bons réflexes en milieu/situation hostile et/ou pour l'application des mesures barrières contre la COVID-19.

Au regard de son intérêt, le GRAAD Burkina a lancé l'initiative "repenser le 8 organisée" organisée deux (2) fois durant la vie du projet. Par ailleurs, le projet a été impliqué dans de nombreuses autres rencontres et initiatives. Parmi les plus marquantes, on peut retenir :

- la participation aux assises nationales pour l'élaboration du référentiel national pour le développement (RND, 2021-2025) en vue d'apporter sa connaissance et les évidences pertinentes pour appuyer le processus ;

- la participation à l'initiative Wiki Gap lancée par Mousoo News avec la collaboration de l'Association des Blogueurs du Burkina, et l'accompagnement de l'Ambassade de Suède au Burkina Faso. Cet accompagnement fait partie d'une grande campagne menée par la Suède dans plus de soixante pays du monde. L'initiative est partie du constat selon lequel au Burkina Faso, les femmes sont moins présentes sur les réseaux sociaux et sur Wikipédia, alors qu'elles sont nombreuses à fortement contribuer dans l'ombre au développement du pays.

Pour atteindre tous ces résultats, le projet a mis en place une stratégie de communication fondée notamment sur la création d'une [page spéciale-InterGenre-UEMOA](#), la création d'un compte twitter et la [création d'un blog](#) pour partager les résultats et expériences du projet. Ce blog se finalisera et sera animé au-delà de la clôture du projet.

En faisant le point de toutes les activités prévues et réalisées, il ressort que le projet a un taux d'exécution global très satisfaisant de 98,3%. La plupart des activités a été réalisée à 100%. Certaines l'ont été au-delà de 100% (C'est le cas des effectifs des cibles à enquêter qui ont été doublés par rapport aux objectifs initiaux). Les activités partiellement réalisées sont liées à l'atelier de clôture, la production du film documentaire, la production de la version finale du livre et le dépôt des rapports techniques et financiers finals. Ces activités seront entièrement achevées au cours de la période d'avril à juin 2021.

Pour plus d'information, sur l'ensemble de ces points, des détails sont donnés dans les différentes sections prévues à cet effet.



Photo de l'atelier de mi-parcours du projet. En haut l'ambassadrice du Canada au Burkina Faso. En base, l'Administrateur de Programme échangeant avec la Directrice du Genre de l'UEMOA.

1. Introduction au projet de recherche InterGenre-UEMOA

Contexte

Avec pour but de booster le développement sous-régional à travers l'intégration du commerce, l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) créée en 1994 est aujourd'hui l'un des regroupements régionaux connus les plus aboutis sur le continent africain. L'Union compte au total huit (8) pays membres : Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée-Bissau, Mali, Niger, Sénégal, Togo.

Avec un Produit intérieur brut (PIB) de 126,5 milliards de dollars en 2018 et une population de 112 millions d'habitants, l'espace UEMOA connaît une situation macroéconomique plutôt stable. Au cours des dix dernières années, le taux de croissance annuel moyen a été estimé à environ 5,05%. Comme en 2017, l'activité économique de l'Union a enregistré un taux de croissance de 6,6% pour l'année 2018. Pour l'année 2019, il est attendu une croissance économique prévisionnelle de 6,8%. Dans l'ensemble, l'inflation reste maîtrisée avec un taux de 0,9% en 2018 contre 0,8% pour l'année 2017, et ce, pour une norme communautaire de moins 3% d'inflation. Le même constat est fait pour la dette. Pour une norme communautaire fixée à 70% du PIB nominal, le taux d'endettement a été également maîtrisé avec une valeur de 45,1% en 2016, 45,4% en 2017 et de 47,8% en 2018.

En ce qui concerne les flux commerciaux, en 2017, le solde s'est amélioré vis-à-vis de l'ensemble des principaux groupes des pays partenaires de l'Union. L'amélioration la plus importante a été enregistrée avec l'Amérique. Cependant, les continents européen et africain demeurent les deux principales destinations des exportations de l'UEMOA, avec des poids relatifs respectifs de 44,1% et 26,1%.

Sur le plan du commerce intracommunautaire, c'est-à-dire dire les échanges commerciaux de biens et services entre les pays membres de l'UEMOA, la croissance annuelle moyenne des exportations est de 7,6% sur la période 1996-2014. En 2017, les exportations de biens et services dans l'UEMOA sont en hausse de 5,7% par rapport à leur niveau de 2016. La Côte d'Ivoire (36,9%) et le Sénégal (21,6%) représentent environ 60% de ces exportations. Quant à la part des importations intracommunautaires de biens et de services, elle est passée de 9,2% à 7,9% entre 2010 et 2014, soit une baisse de 1,3 point contre une hausse en 2017 de 8,7%. Les principaux pays importateurs sont les pays enclavés comme le Burkina Faso (32%) et le Mali (22,9%) qui représentent près 55% de l'ensemble des importations de l'Union.

Globalement, le taux d'échanges intracommunautaire connaît une relative baisse ces dix dernières années. De 15,4%, 14,2% et de 11,9% respectivement en 2011, 2012 et 2013, la part des échanges de biens et services intracommunautaires s'est établie à 10,1% en 2014. En d'autres termes, de 2011 à 2014, les échanges entre les pays membres de l'UEMOA ont baissé de 5,3 points. Les dernières données suivent cette tendance baissière : le solde de la balance des biens et services de l'Union s'est établi à -6,4% du PIB en 2017 contre -5,6% en 2016, soit une détérioration de 0,8 point de pourcentage. En considérant donc l'ensemble des échanges de biens et de services intracommunautaires de l'UEMOA, il apparaît un certain recul.

Toutefois, les données concernant exclusivement les flux de biens montrent une évolution positive des échanges intracommunautaires. En effet, la part du commerce intracommunautaire de biens de l'UEMOA

est passée d'environ 14% en 2005 à près de 17,5% en 2015, soit une progression annuelle moyenne de 0,3%. En valeur, les échanges intracommunautaires de biens évalués approximativement à 975 milliards de FCFA en 2005 ont atteint 2 236 milliards de FCFA en 2015, soit une hausse moyenne par an d'au moins 126 milliards de FCFA. De façon spécifique, en considérant des données actuelles, en valeur, les exportations totales de biens des pays de l'UEMOA se sont établies à 14 541,8 milliards en 2017, en progression de 6,1% par rapport au niveau enregistré un an auparavant. En valeur, en 2017, les importations des biens ont augmenté de 7,6%.

Dans une autre perspective, ces données laissent apparaître une certaine spécialisation des Etats dans certains secteurs/filières précis : le Burkina Faso dans le zinc, le Mali dans les engrais, Bénin dans le ciment, la Côte d'Ivoire dans les combustibles minéraux, la Guinée-Bissau dans les fils et tissus, le Niger dans les produits pétroliers, le Sénégal dans les poissons et crustacés, et le Togo dans les matières plastiques (UEMOA, 2015). Au-delà de tous ces constats sur les échanges de biens au niveau intracommunautaire, lorsqu'on s'intéresse aux richesses créées et au partage des valeurs ajoutées (revenus) dans une perspective de développement humain, un certain nombre de questions surgissent : quels sont les principaux biens qui ont été impactés par la croissance des échanges intracommunautaires ? Quelles sont les principaux secteurs de production/distribution qui ont été boostés par cette croissance ? Quels sont les principaux agents économiques qui travaillent dans les secteurs boostés et qui tirent bénéfice de ces secteurs et quelle est la place de la femme ? Comment les bénéfices tirés des secteurs modifient les positions et relations femmes-hommes ? Comment les revenus générés affectent les conditions de vie des ménages des agents économiques (hommes / femmes) identifiés ?

Objectifs de la recherche

L'objectif général de cette recherche est d'étudier et de comprendre comment le commerce intracommunautaire de biens dans les pays de l'UEMOA a affecté le pouvoir économique des femmes et les relations de genre afin de faire des recommandations pour des politiques commerciales régionales plus inclusives. Spécifiquement, il s'agit dans cette recherche de/d' :

- cartographier et caractériser les biens impactés par la croissance des échanges intracommunautaires de biens selon le pays (nature, valeurs ajoutées, contribution au PIB, secteur, etc.) ;
- identifier et analyser les caractéristiques des principaux secteurs concernés et les agents économiques à la base de la création des biens identifiés en prenant en compte le niveau formel et informel ;
- identifier les principaux agents économiques qui bénéficient des retombées (revenus, emplois, etc.) du commerce intrarégional des biens retenus et analyser la structure-genre de ces agents en prenant en compte le commerce informel transfrontalier ;
- étudier les grands écarts entre les hommes et les femmes afin d'en déterminer les principaux déterminants ;
- étudier et comparer selon le genre les impacts socioéconomiques des activités menées sur les entreprises, ménages et la production locale ;
- analyser les politiques, identifier les gaps et proposer des recommandations et des mesures de politiques visant à réduire les inégalités hommes-femmes dans le processus d'intégration régional.

Pour atteindre l'objectif général ci-dessus fixé et ainsi que l'indique les cinq (5) rapports techniques intermédiaires antérieurs, le projet InterGenre-UEMOA a réussi la mise en œuvre de la quasi-totalité des activités planifiées. Le taux global de réalisation du projet est estimé à 98,3%. La mise en place de l'équipe et du comité de pilotage, [l'organisation d'ateliers méthodologie/de lancement](#), l'organisation de la collecte des données sur le terrain, l'organisation de [l'atelier de mi-parcours](#) ont été menées avec succès.

La combinaison réussie de toutes ces activités a permis au projet de constituer une base de données et d'informations solides pour répondre à l'objectif général de la recherche. Les analyses produites à partir des données collectées ont permis au projet d'estimer effectivement les effets du commerce intracommunautaires notamment sur les revenus, les emplois, la vie dans le ménage, le pouvoir de décision de la femme, etc.

A travers ces résultats, le projet InterGenre-UEMOA apportent des nombreux éclairages, avec des [évidences chiffrées](#), sur des questions comme l'incidence du commerce intracommunautaire de l'UEMOA sur les revenus des hommes et des femmes, sur l'emploi féminin, les inégalités de traitement liées aux sexe, etc. Comme mentionné plus haut, toutes ces données sont consignées dans un livre à publier dont le titre est : *"Effets du Commerce Intracommunautaire sur les Inégalités de Genre dans l'espace UEMOA"*.

Au regard de la littérature actuelle dominée par les analyses macroéconomiques neutres, la présente recherche apporte véritables nouvelles connaissances. Sur des questions comme le nombre important de femmes dans l'activité de commerce informel transfrontalier malgré les traditions et pesanteurs socioéconomiques, elle met au jour cinq (5) stratégies développées par les femmes. Le contenu de ces résultats de recherche sont consignés dans un Working papers dont le titre est : *"Commerce informel transfrontalier : pesanteurs socioculturelles, inégalités de sexes et stratégies d'adaptation de la femme ouest africaine"*.

En mettant en œuvre ce projet, le GRAAD Burkina a vu ses capacités de recherche, institutionnelles, et organisationnelles se transformées significativement. L'ensemble du personnel a développé un esprit encore plus ouvert, plus positif et plus attentif aux questions de genre. En Afrique de l'Ouest, le GRAAD Burkina a aussi acquis une notoriété plus grande sur la question vis-à-vis des pairs.

En matière de décision, les résultats de la recherche ont directement influencé deux processus d'élaboration de politiques publiques, notamment au Burkina Faso : la stratégie nationale genre 2020-2024, et l'élaboration du référentiel national de développement (RND 2021-2025). A ce titre, le GRAAD Burkina a participé aux assises nationales de revue du premier document de politique.

Au regard de l'implication directe de la Direction du genre de l'UEMOA dans le processus d'exécution du projet, il est certain que la recherche va contribuer à des changements non négligeables au niveau de la politique genre de l'Union. La première responsable de cette direction affirmait lors de la dernière rencontre du comité de pilotage qu'elle était interpellée sur plusieurs questions, notamment la promotion de la BSG, l'encadrement et le renforcement des capacités des femmes ouest-africaines : deux recommandations clairement faites dans des notes politiques produits à cet effet. Ces [notes politiques](#) peuvent être consultés sur le blog du projet.

2. Etat de réalisation des activités

Pour donner plus d'informations sur la synthèse faite plus haut sur l'état de mise en œuvre du projet, cette section décrit, de manière plus explicite, les activités réalisées. Cette évaluation fait référence au plan initial de travail contenu dans l'accord de subvention n°108761-001. Globalement, les réalisations sont présentées en suivant la mise en œuvre chronologique du projet.

a. Etape 1 : mise en place de l'équipe de projet

La mise en place de l'équipe de projet s'est faite dès le début du projet comme prévu. Toutefois, cela a pris plus d'un mois, compte tenu de la volonté de l'équipe de s'associer l'accompagnement d'un expert international sur la question. Dans la pratique, l'équipe a pu se compléter au bout de 3 mois. L'équipe finale de projet est composée de 12 personnes dont 7 hommes et 5 femmes, y compris le personnel de soutien. Pour la recherche, il s'agit d'une équipe multidisciplinaire comprenant des macroéconomistes, des microéconomistes, des sociologues, des ingénieurs statisticiens, des expertes genre.

Autour de ce noyau a été mis en place une équipe de collaborateurs dans tous les cinq (5) pays concernés par les investigations empiriques. Ces collaborateurs ont été accompagnés chacun par une équipe d'environ 8 agents de collecte de données. Les équipes étaient en général composées en parité de genre soit 4 filles et quatre garçons.

Pour soutenir la mise en œuvre pratique de la recherche et surtout servir de courroie de transmission entre la recherche et les décideurs, un Comité de pilotage de 10 personnes, représentant les acteurs d'intérêt clés pour la projet, a été mis en place comme indiqué dans la synthèse des résultats du projet. Ces personnes proviennent notamment de départements ministériels en charge de la recherche, du commerce, du genre, et les acteurs de la société civile et du secteur privé.

Cette composition idéale a permis à l'équipe d'aborder rigoureusement et sans complexe le sujet dans tout l'espace UEMOA. Le tableau donne des indications chiffrées sur les principales réalisations du projet en ce qui concerne cette première étape.

Activités planifiées	Période	Prévisions	Réalisations
Mise en place de l'équipe de recherche	Mois 1	1 Equipe mise en place	- 1 Equipe pluridisciplinaire de 12 personnes au Burkina Faso - 1 chercheur/consultant par pays pour les enquêtes quantitatives et qualitatives (Côte d'Ivoire, au Mali, au Togo, au Sénégal.). La liste détaillée des personnes impliquées a été données dans les rapports d'étapes 1,2,3.
Mise en place du comité de pilotage	Mois 1	1 comité de 10 personnes constitué	- 1 comité de 10 personnes réunissant les principaux acteurs clés d'intérêt pour le sujet. - Qualité de quelques membres : Ministère en charge de la recherche (1), Ministère du commerce (1), Ministère en charge du genre

Activités planifiées	Période	Prévisions	Réalisations
			(1), Femmes Leaders d'Afrique (2), Maison de l'entreprise (1). La liste détaillée de ce comité a été donnée dans les rapports d'étapes 1 et 2.
Elaboration de protocole d'éthique et de sécurité		1 Protocole	- Protocole d'éthique et de sécurité élaboré



Photo de famille avec les membres du Comité de pilotage (En haut). Photo de séance de travail avec le Comité de pilotage.

b. Etape 2 : Affinement du projet de recherche et de la méthodologie

Il s'agissait dans cette étape de réaliser trois (3) grandes activités :

- revue documentaire, clarification des concepts et finalisation du cadre théorique,
- engagement des partenaires,
- visibilité du projet

Ces activités sont essentielles réalisées grâce à de la recherche personnelle par chercheur, des ateliers et séminaires internes de travail, etc. A la date de la clôture du projet, il été a réalisé près d'une dizaine d'ateliers et séminaires internes. Le tableau suivant synthétise les principales réalisations faites dans cette étape.

Activités planifiées	Période	Prévisions	Réalisations
Revue documentaire, la clarification des concepts et finalisation du cadre théorique	Mois 1 à 2	1 revue	- 1 revue documentaire de contenu dans le document de rapport de recherche
Engagement des partenaires	Mois 1 à 2	-	- 10 partenaires directement engagés
Visibilité du projet	Mois 1 à 2	-	- 10 presses présentes aux différentes activités réalisées pendant la période.



Photo de session de travail de l'équipe de projet

c. Etape 3 : Atelier régional de lancement

Les activités concernant la revue documentaire, la clarification des concepts du cadre théorique et de la méthodologie, se sont poursuivies au cours de cette étape. En effet, les recherches et les décisions clés ont été prises lors de l'atelier méthodologique et de lancement du projet tenu les 27 et 28 juin 2018 à Ouagadougou à l'hôtel Silmandé. L'atelier s'est tenu en deux (2) grandes phases : une première phase consacrée aux chercheurs pour affiner le cadre théorique et les outils de collecte et d'analyse des données et une deuxième phase consacrée au lancement officiel du projet impliquant les autorités nationales et régionales. Ce lancement a réuni environ plus d'une soixantaine de personnes et a été une totale réussite comme mentionné dans les rapports d'étapes 1 et 2. Elle a vu la présence des plus hautes autorités de l'UEMOA (Représentant du Président de la Commission de l'UEMOA), du Burkina Faso (Madame la Secrétaire d'Etat, représentant du Ministre en charge de la femme). Elle a connu également la présence de l'ambassadeur du Canada au Burkina Faso (Edmond Wega).



Edmond Wega, Ambassadeur du Canada au Burkina Faso prononçant son discours lors de la cérémonie officielle de lancement du Projet



Le représentant du Président de la Commission de l'UEMOA prononçant son discours lors de la cérémonie officielle de lancement du Projet

L'organisation de l'atelier a été l'occasion d'amorcer les activités d'engagement des parties prenantes dans les faits. A cet effet, l'équipe de recherche a rendu des visites de courtoisie au Ministère en charge du Commerce du Burkina Faso et au Directeur de Cabinet de l'UEMOA. L'atelier a été également l'occasion d'assurer la visibilité dès le départ du projet. A ce titre, l'équipe s'est assurée de la participation de nombreux médias. Les détails sur toutes activités ont été donnés dans les rapports d'étapes 1 et 2.

Activités planifiées	Période	Prévisions	Réalisations
Atelier régional de lancement du projet	Mois 2	1 atelier organisé avec succès	<ul style="list-style-type: none"> - 1 Atelier de 2 jours organisé - 65 participants - Autorités nationales présentes : secrétaire d'Etat du ministère en charge de la femme, Conseiller technique du Ministre du Commerce - Autorités de l'UEMOA : Représentant du Président de la commission de l'UEMOA - Partenaires au développement : Ambassadeur du Canada au Burkina Faso, autres Institutions et ONG internationales <p>Les détails sur cette activité sont données dans les rapports d'étapes 2 et 3</p>



Le podium des officiels au cours de la cérémonie officielle de lancement du projet

d. Etape 4 : Terrain et Collecte de données

La réalisation complète de cette étape comprenait les principales activités suivantes :

- Mission de prospection
- Conception des outils/instruments de collecte des données (Fiches, questionnaires, guides)
- Formation des enquêteurs
- Test des questionnaires
- Finalisation des questionnaires
- Déroulement des enquêtes

Les missions de prospection ont été conduites pour connaître et prendre en compte les avis des parties prenantes clés de la recherche. Elles s'est faite dans tous les pays concernés par la recherche grâce aux collaborateurs recrutés à cet effet. Certaines parties prenantes comme la maison de l'entreprise et la douane ont été associées à l'issue de cette démarche de prospection. Ces missions ont également permis de mieux définir et catégoriser les outils à administrer.

En ce qui concerne la Conception des outils/instruments de collecte des données (Fiches, questionnaires, guides), elle a démarré en pratique juste avant l'atelier méthodologique et de lancement au cours duquel ces outils ont été davantage travaillés et affinés de manière participatives avec les parties prenantes clés de la recherche. Sur cette base, les questionnaires ont été testés d'abord au Burkina Faso et au Togo. Ils ont été finalisés à l'issue de ces pré-tests. Comme mentionné plus haut, deux types d'enquêtes ont été réalisés : les enquêtes qualitatives et quantitatives.

Les données primaires qualitatives constituent une composante essentielle des données qui sont analysées dans le cadre du projet. Elle a consisté en des enquêtes et études de cas auprès des acteurs qui interviennent directement et/ou indirectement dans l'import-export de biens dans l'espace UEMOA. La technique d'entretien individuel et collectif approfondie a été utilisée pour collecter les données auprès de ces cibles. Les cibles concernées par les études de cas sont les responsables des entreprises (femmes et hommes) qui font de l'import-export entre les huit (8) pays de l'UEMOA. En plus de ces cibles, des entretiens approfondis ont été menés auprès des responsables des organisations d'import-export et des responsables d'institutions publiques et privées présentes dans les différents pays enquêtés.

Au total, une centaine de cibles a été effectivement atteinte par les entretiens qualitatifs. Les données ont été collectées dans les corridors et institutions douanières et communales relevant de sept (7) pays: Burkina Faso, Bénin, Côte d'Ivoire, Mali, Niger, Sénégal et Togo. Les détails sont donnés dans les rapports d'étapes 3 et 4.

En ce qui concerne les données quantitatives, il faut rappeler que le nombre de ménages par pays pour détecter un impact significatif avec un niveau de confiance de 95% est de 240. Dans la pratique, la recherche a enquêté au total 1 291 ménages (les 835 ménages appartiennent à des employés vivant en famille et les 456 autres sont composés de ménages d'employés vivant seuls, ou des employé.e.s de la Côte d'Ivoire) des employé.e.s enquêté.e.s. Ce nombre est supérieur à celui de la cible qui est de 1 200 attendues. Le bilan globale résumé dans le tableau ci-dessous, montre que c'est en Côte d'Ivoire et au Burkina Faso que le nombre de ménages enquêtés a été le plus faible. Pour la Côte d'Ivoire, il n'y a pas eu d'enquête ménage à la deuxième phase de collecte pour des raisons d'ordre pratique.

En ce qui concerne les employé.e.s, il était également attendu 240 personnes par pays. **Au total, 1 686 ont été enquêté.e.s, soit 141% de la prévision.** Cette situation est liée à la deuxième phase d'enquête qui a permis de renforcer l'échantillon au niveau des employés. Cela était nécessaire étant donné le refus de certains responsables d'entreprises que leurs employé.e.s soient enquêté.e.s. et le fait que certaines entreprises n'avaient pas le nombre requis (7 à 8) d'employé.e.s.

Pour les entreprises, 32 avaient été retenues par pays au départ, dont 16 entreprises du groupe traité et 16 entreprises du groupe témoin. Les tableaux 4 et 5 ci-après fournissent les détails sur la répartition de l'échantillon des ménages et des entreprises par pays. **Au total, l'enquête a touché 296 entreprises, soit 185% de la prévision.** Le bilan final des enquêtes est donné par le tableau suivant.

Bilan des enquêtes quantitatives

Pays	Entreprises	Employé.e.s	Ménages famille	Ménages à un seul individuel
Burkina Faso	53	261	114	75
Côte d'Ivoire	56	337	32	129
Mali	64	373	216	90
Sénégal	55	243	138	55
Togo	68	472	335	107
Total	296	1 686	835	456

Source : GRAAD Burkina – Enquête InterGenre-UEMOA, 2019-2020

De manière générale, les enquêtes se sont bien déroulées. Les cibles touchées ont été dans l'ensemble deux fois plus importantes que les effectifs prévisionnels. Les principales difficultés sont celles en général inhérentes aux enquêtes d'entreprises. Comme mentionné plus haut, l'une des difficultés à ce niveau a été la réticence des chefs d'entreprises de laisser leurs employés participer aux enquêtes.

Cette réticence a été également observée pour les conjoints/conjointes qui ne voulaient pas laisser leurs partenaires participer aux enquêtes. Les tableaux suivants donnent plus de détails sur l'exécution de cette phase.

Activités planifiées	Période	Prévisions	Réalisations
Mission de prospection	Mois 2 à 4	-	- 5 missions de prospections
Conception des Outils/instruments de collecte (Fiches, questionnaires, guides)	Mois 2 à 6	1 outil de collecte	- 3 questionnaires (Entreprises, ménages, employés) - 7 guides d'entretiens qualitatifs
Formation des enquêteurs et collecte des données, test des questionnaires, finalisation des questionnaires, déroulement des enquêtes	Mois 4 à 9-30	-	- 8 agents enquêteurs recrutés 2 fois pour les 2 phases de collecte des données dans les 5 pays concernés - 5 Chercheurs/consultants recrutés et associés au projet - 40 jeunes étudiants/jeunes chercheurs formés aux techniques d'enquête dont 50% de jeunes filles - 98 emplois temporaires créés - Une trentaine de tablettes acquises pour la collecte des données en ligne,

Activités planifiées	Période	Prévisions	Réalisations
			renforçant ainsi les capacités de recherche du GRAAD, notamment la mise œuvre de collecte de données en ligne qui minimise les erreurs sur les données et qui contribue à limiter l'exposition de l'équipe de recherche au risque de contamination à la COVID-19.



Photo de session de formation des agents de collecte des données (Lomé, Togo). Une collaboratrice du GRAAD déroulant un entretien (Dakar, Sénégal)

e. Etape 5 : Traitement, analyse des données et rédaction des rapports

Ainsi que le titre l'indique, il s'agissait ici de traiter les données collectées de les apurer des erreurs, des incohérences, etc. et de procéder aux analyses et à la production des rapports provisoires et finals. Les activités relatives à ce point ont démarré depuis fin juin 2019, dès la fin de la première phase de collecte des données. Elles se sont poursuivies jusqu'en février 2021 avec la fin de la deuxième et dernière phase de collecte des données. Ce grand décalage a été provoquée par l'avènement de la COVID-19 qui a empêché le déploiement des équipes sur le terrain compte tenu des mesures barrières mises en place par les autorités des pays concernés. Pour des analyses plus rigoureuses et plus pointues en matière de genre, 5 chercheurs ont été formés sur la thématiques. 3 de ces chercheurs ont été formés en Belgique par une ONG internationale spécialisée sur la question et reconnue comme tel dans le monde.

Par ailleurs, pour soutenir l'équipe de recherche en place dans les analyses des données, 3 stagiaires ont été recrutés pour traiter de thématiques spécifiques. Parmi ces trois stagiaires, deux (2) filles ont été retenues définitivement comme employées du GRAAD Burkina et sont actuellement membres permanentes de l'équipe de recherche du Groupe.

Activités planifiées	Période	Prévisions	Réalisations
Renforcement des capacités de l'équipe	Mois 8 à 10	<ul style="list-style-type: none"> - 3 chercheurs à former - Equipement 	<ul style="list-style-type: none"> - 5 chercheurs formés - 3 jeunes chercheurs formés - 2 emplois permanentes créés au GRAAD pour 2 femmes - 7 clés de connexions achetées pour faciliter la connexion de l'équipe de recherche, même en dehors du bureau - 3 logiciels authentiques d'analyse acquis permettant de prendre en charge le traitement d'échantillons lourds et complexes (STATA SE) - 30 tablettes qui ont permis de collecter plus aisément les données sur le terrain.
Expertise extérieure, appui scientifique		-	<ul style="list-style-type: none"> - 2 expertes extérieures en appui dont 1 surtout pour le départ et l'autre tout le long du projet - 3 chercheurs référés dont 1 Maître de conférences
Codification, analyse des données de l'étude	Mois 8 à 10	1 base de données de 160 entreprises,	- 1 base de données de 296 entreprises (185%), 1 686 employés (141%), 1241 ménages (plus de 100%).
Modélisation	Mois 10 à 35	1 modélisation	- 2 modélisations
Rédaction du rapport provisoire	Mois 20 à 32	1 rapport provisoire	- 1 rapport provisoire
	Mois 25 à 32	1 livre provisoire	- 1 livre provisoire. Ce livre sera produit en accès libre. La version finale éditée

Activités planifiées	Période	Prévisions	Réalisations
			devra être disponible au plus tard au mois de juillet 2021. Le livre est déjà en édition chez l'éditeur.

f. Etape 6 : restitution et dissémination des résultats

Cette étape consiste principalement à la mise en œuvre de toutes activités visées le partage des résultats de la recherche. Ce partage a démarré dès [l'atelier de mi-parcours organisé à Ouagadougou à l'hôtel Silmandé les 17 et 18 octobre 2019 à Sopatel Silmandé](#). Cet atelier a été une réussite à l'image de l'atelier de lancement et a regroupé également les plus hautes autorités de la région (UEMOA) et du Burkina Faso. A la suite, elle s'est poursuivies avec la production et la partage de notes politiques provisoires produites à cet effet. A l'occasion de cette activité, le GRAAD Burkina a produit un hymne dédié à l'égalité genre. Par ailleurs, un concours d'infographie sur l'exploitation des résultats du projet a été organisé. Le prix a été remporté par une femme.



Photo de lauréate recevant son prix des mains de l'Administrateur principal de programme du CRDI (Flaubert Mbiekop) accompagné par les représentants du Ministère en charge du commerce et de l'Agence de la promotion des exportations du Burkina Faso

L'atelier de dissémination et de clôture quant à lui n'a pas pu se tenir. Il a été prévu pour les mois de mai ou de juin. En partie, cette situation est due à la pandémie de la COVID-19 qui a empêché le déploiement fluide de certaines activités en temps voulu, notamment la seconde phase de collecte des données.

Activités planifiées	Période	Prévisions	Réalisations
Expertise extérieure, appui scientifique		-	- 2 expertes extérieures en appui - 3 chercheurs référés dont 1 maître de conférences
Ateliers de travail restreints pour validation		-	- 5 ateliers organisés
Ateliers politiques de validation		- 2 ateliers politiques de validation	- 3 ateliers politiques de validation organisés
Rédaction de Policy brief		- 5 Policy brief	- 10 Policy brief produits
Ateliers de restitution (Mi-parcours et clôture)		- 1 atelier organisé avec succès	- 1 atelier de mi-parcours organisé - 70 participants - Autorités nationales présentes : Secrétaire d'Etat du ministère en charge de la femme, Conseiller technique du Ministre du Commerce - Autorités de l'UEMOA : Représentant du Président de la commission de l'UEMOA, Directrice du genre de l'UEMOA. - Partenaires au développement : Ambassadeur du Canada au Burkina Faso - Les détails sur ces activités sont donnés dans le rapports d'étapes 4 et 5
Préparation d'articles scientifiques pour publication		- 3 articles préparés	- 3 Working papers rédigés dont 2 soumis en procédure d'évaluation depuis plus de 6 mois
Rédaction du rapport provisoire	Mois 20 à 32	1 rapport final	- 0 rapport final à date de clôture du projet. Prévu pour être finalisé entre avril et juin 2021
	Mois 25 à 32	1 livre final	- 0 livre final à date de clôture du projet. Prévu pour être finalisé entre avril et juin 2021
Film documentaire		1	- 0 film à date de clôture du projet. Prévu pour être livré entre avril et juin 2021. Il faut noter qu'un studio avait été contractualisé depuis le début du projet. Il a filmé tout le processus de recherche. Le film est simplement en phase de montage.
Visibilité		-	- 1 page spéciale créée - 4 dérouleurs produits spécialement pour la visibilité du projet

Activités planifiées	Période	Prévisions	Réalisations
Influence de l'opinion et de la décision publique/politique			<ul style="list-style-type: none"> - 1 blog créé pour partager les résultats et l'expérience du projet de recherche - 2 politiques de haut niveau impactées au Burkina Faso : - Sur le plan régional, l'implication stratégique de la Direction du Genre et l'esprit et l'intérêt de la première responsable pour les résultats de recherche rassure quant à l'usage de données de la recherche pour les politiques régionales actuelles. Du reste, même après le projet, le GRAAD Burkina va poursuivre ses rencontres directs d'influence. Il va s'intéresser notamment à la Direction du Commerce de l'UEMOA.



3. Principes éthiques de la recherche

Pour s'assurer de la bonne exécution du projet dans son ensemble, l'équipe s'est assurée d'avoir l'avis des pairs et des praticiens de terrain, mais également de définir et d'appliquer les principes éthiques recommandés pour ce type de travail.

En ce qui concerne le suivi contrôle par les pairs et les praticiens avisés sur le sujet, l'équipe de projet a mis en place un comité de pilotage composé d'experts et de personnes ressources averties sur la question. En termes institutionnels, le Comité de pilotage était composé de représentants et représentantes d'institutions comme l'UEMOA (Direction du Genre), le Ministère de la recherche et de l'Innovation, le Ministère en charge du Commerce, le Ministère en charge du genre, l'agenda des

exportations du Burkina Faso, la Maison de l'entreprise, les organisations de la société civile comme les femmes leader de l'Afrique, etc.

Sur la question de l'éthique et comme mentionné plus haut, un [protocole d'éthique](#) a été établi. Ce protocole établit clairement les principes d'honnêteté, de prudence, de rigueur, de fiabilité, d'indépendance, de vérifiabilité, et d'impartialité, etc.

A chaque étape clé des activités, le respect de ces principes a été supervisé par le Comité de pilotage, à travers notamment les rencontres prévues à cet effet. Pour les personnes interviewées, l'équipe s'est assurée du respect de tous leurs droits et de leur vie privée. Conformément aux principes établis, l'équipe s'est rassurée du consentement éclairé de toute personne impliquée dans les enquêtes. Ce principe est pris en compte dans la formulation même du questionnaire dès le départ. Sur les tablettes sur lesquelles les questions sont programmées, il est impossible de continuer sans obtenir l'autorisation de l'enquêté.e. Ce programme est automatisé.

En ce qui concerne les analyses, elles ont été faites en prenant toutes les mesures nécessaires pour préserver l'intégrité et la confidentialité des informations recueillies et la protection des données personnelles. Au titre de la qualité de ces données et des analyses, les équipes ont été rigoureusement formées. Comme mentionné plus haut, trois (3) membres de l'équipe de recherche ont été formés pendant sept (7) jours sur la thématique par l'ONG belge (internationalement reconnue) Le Monde Selon les Femmes à Bruxelles en Belgique. Dans ce sens, un des membres a même obtenu un certificat canadien sur l'Analyse Comparative selon Sexe Plus (ACS+).

Toujours dans le sens de la qualité des données, les agents enquêteurs et enquêtrices ont été rigoureusement formé.e.s et sensibilisé.e.s. Pour la préservation de leur santé et celles des populations enquêtées contre la COVID-19, ils ont reçu des gels hydroalcooliques antiseptiques, des masques, etc. Ils ont été également sensibilisés sur toutes les autres mesures à prendre contre la pandémie de la COVID-19. Chaque fois qu'il était possible, les échanges (équipe de recherche, collecte de données, etc.) se sont déroulés en ligne ainsi que les travaux de l'équipe.

Les rencontres physiques ont été réduites à leur strict minimum. Cette approche semble avoir été porteuse. Aucun membre de l'équipe n'a été l'objet d'un cas confirmé de COVID-19.

4. Synthèse des résultats de recherche et des incidences en matière de développement

Au niveau de la recherche elle-même : principaux résultats et implications

La recherche montre globalement que les femmes et les hommes bénéficient des retombées positives du Commerce intracommunautaire, même si la nature des retombées et leurs valeurs sont différentes. Elle par ailleurs que le commerce intracommunautaire a un des impacts positifs réducteurs sur les inégalités de genre qui restent cependant importantes dans le contexte actuel.

En général, les entreprises emploient beaucoup plus d'adultes (plus de 35 ans) que de jeunes (17 à 35 ans), et plus d'hommes que de femmes. Pour l'ensemble des entreprises des enquêtées, les résultats indiquent par ailleurs l'existence d'une certaine division sexuelle du travail : les hommes occupent les postes de décision alors que les femmes semblent se concentrer dans les cellules organisationnelles.

En ce qui concerne les emplois, dans les entreprises enquêtées, la majorité des employés sont des hommes (62,2%). En général, les femmes constituent moins de 38% des effectifs. Les inégalités entre les hommes et les femmes sont plus prononcées dans les postes de décision. En effet, en dehors du poste de secrétaire où la proportion des femmes (82,7%) dépasse celle des hommes (17,3%), dans les autres postes, la proportion des hommes est largement supérieure à celle des femmes. A niveau d'éducation équivalent, les hommes occupent des postes de rang plus élevé comparativement aux femmes.

En ce qui concerne les salaires, les mêmes types d'inégalités s'observent. De manière générale, le salaire mensuel moyen d'un employé de sexe masculin vaut 1,3 fois celui d'un employé de sexe féminin. En effet, tandis que les hommes touchent en moyenne 106 809,7 FCFA par mois, les femmes ne gagnent que 81 881,1 FCFA en moyenne, soit environ 25 000 FCFA de moins que les hommes. Dans l'année, cette différence atteint le montant de 300 000 FCFA, soit trois (03) mois de salaires de l'employé de sexe féminin. Pour le même niveau de responsabilité, le salaire mensuel moyen d'un employé de sexe masculin vaut presque le double de celui d'un employé de sexe féminin. En effet, lorsqu'un homme occupe la position de décideur, il gagne un salaire mensuel moyen de 159 520,7 FCFA, contre seulement 86 303,2 FCFA lorsqu'il s'agit d'une femme. Dans cette position, l'employé de sexe masculin gagne un salaire équivalent pratiquement au double (1,8 fois) de celui de la femme.

En termes d'impact et en général, les analyses montrent que les entreprises qui participent au CIC enregistrent moins d'inégalités de sexe dans les emplois et les salaires comparativement à celles qui ne participent pas au CIC. Elles sont en général plus transparentes dans les procédures administratives. D'un autre côté, les entreprises qui participent au CIC ont un chiffre d'affaires plus important. De plus, les entreprises qui participent au CIC enregistrent moins d'inégalités de sexe dans les emplois que celles qui n'y participent pas. Le commerce intracommunautaire réduirait donc les inégalités entre les femmes et les hommes dans les emplois. Ce commerce réduirait par ailleurs les inégalités entre les femmes et les hommes dans les postes de subordination, mais contribue à les accroître dans les postes de décision.

Au sein des entreprises qui ne participent pas au CIC, les rapports sont de 2,3 ; 2,1 et 0,4 respectivement pour les postes autres, ouvrier/ouvrière, et secrétaire, tandis que pour les mêmes postes, ces rapports sont plus faibles et valent respectivement 1,2 ; 1,8 et 0,2 au sein des entreprises qui participent au CIC. D'un autre côté, il ressort des analyses sur les salaires que le commerce intracommunautaire contribue à accroître le salaire mensuel des employés quel que soit le sexe. Ce commerce réduit les inégalités de salaires entre les hommes et les femmes dans les postes de décision, mais contribue à les accroître dans les postes de rang inférieur.

Pour un commerce intracommunautaire plus profitable à la femme, les analyses ont révélé cinq (05) contraintes majeures. La faiblesse des capacités des départements publics en charge de la question limite fortement l'opérationnalisation des textes en vigueur. Face à cette faiblesse, la mise en place des programmes nationaux ou régionaux pour former/sensibiliser les responsables des départements en charge du genre et les techniciens des agences nationales de la statistique est une action recommandée. D'un autre côté, le niveau d'éducation faible des commerçantes les empêche de tirer pleinement profit des opportunités du CIC. Il est pertinent de vulgariser par la traduction, les textes fondamentaux de l'UEMOA dans les principales langues parlées par ces commerçantes de la sous-région afin de réduire

les inégalités d'accès à l'information. De plus, il a été aussi constaté un gap important en matière de données sur le genre qui limite fortement les possibilités d'analyses pointues. L'UEMOA devrait donc engager des actions fortes pour l'harmonisation et la mise en place de cadres de production statistiques sensibles au genre (SSG), l'intégration systématique des questions de genre dans les grandes enquêtes nationales, notamment celles concernant les conditions de vie des ménages.

L'impact réducteur des inégalités de salaire et d'emploi en faveur des jeunes et des femmes suggère la promotion et l'appui des jeunes entrepreneur.e.s intracommunautaires pour un meilleur positionnement dans le CIC. Cela peut se faire à travers des mesures incitatives, le recrutement des jeunes et des femmes, et leur positionnement à des postes de niveau supérieur dans les entreprises CIC ; la promotion du développement personnel des femmes, pour leur donner plus de capacités à accéder à des hauts postes ; l'application de mécanismes de rabatement fiscal pour les entreprises CIC appliquant une politique de réductions des inégalités ; le développement et l'application des mesures plus structurelles d'appui à la formation technique et professionnelle des jeunes et des femmes, afin de réduire les gaps d'expérience et de capital humain.

Les analyses ont montré enfin qu'une plus forte représentativité de la femme dans les instances de décision des entreprises réduit les inégalités d'emploi. Pour tirer profit de ce constat, les gouvernements doivent promouvoir l'application de la politique de quota genre au niveau régional. A moyen et long termes, l'introduction de ce principe de quota dans les critères de convergence de l'UEMOA peut produire un effet réducteur multiplicateur sur les inégalités constatées.

Avec la mise en œuvre du projet InterGenre-UEMOA, des résultats concrets sont donc visibles :

- **des données nouvelles** : concernant la thématique, dans la littérature actuelle, il y'a eu peu, si non pas d'analyses aussi détaillées qui descendent jusqu'au niveau ménage. Les analyses concernent en général les commerçant.e.s, l'impact de l'activité sur leur vie et les contraintes. Or, cette recherche a pu mobiliser des données non seulement pour les employés, mais également pour les ménages. Par ailleurs, elle innove en ayant essayé de déterminer directement les effets du commerce intracommunautaire sur les inégalités de genre dans tout l'espace UEMOA. En amont, la recherche innove aussi en matière d'approche. Elle a réussi à contourner les contraintes méthodologiques qu'impose le manque de données par une approche originale fondée sur le chemin d'impact de l'intégration sur les biens commercialisés dans l'Union.
- **une contribution à combler des gaps concernant le manque de données sur le genre** ; Dans la stratégie genre de l'UEMOA élaborée et adoptée en 2018, le manque de données désagrégées permettant de réaliser des analyses approfondies en lien avec la question du genre ressort comme une contrainte majeure. Avec la mise au jour de trois bases de données avec de nombreuses variables ventilées selon le sexe, le projet InterGenre contribue donc à combler un vide important. En ce qui concerne l'espace UEMOA, la recherche innove sur ce point en indexant directement et en faisant ressortir les effets du commerce intracommunautaire sur les inégalités de genre. Comme mentionné plus haut, elle est l'une des rares analyses couvrant à la fois la vie de l'entreprise, les conditions de travail et le traitement salarial de l'employé, ainsi l'incidence de cette opportunité dans le ménage.
- **la soutenance de deux Master 2 - Recherche à l'Université Aube Nouvelle de Bobo Dioulasso et à l'Université Ouaga 1**. Ces soutenances ont permis non seulement de promouvoir

deux (2) jeunes chercheuses, mais également de renforcer les capacités de partenariat du GRAAD Burkina avec les Universités burkinabè.

Au niveau institutionnel et organisationnel il faut retenir :

- **une plus grande sollicitation du GRAAD Burkina** pour partager son expérience et les constats faits sur la question du genre avec le projet InterGenre-UEMOA. Une proposition a été faite de réverser les résultats au Forum Génération Egalité.
- **Une plus grande capacité d'influence** sur le sujet démontré notamment pendant le mois de novembre à travers l'initiative 16 jours pour agir contre les violences faites aux femmes.
- **le renforcement des capacités de l'équipe du GRAAD Burkina** dans plusieurs domaines : *analyse genre, collecte de données avec des outils modernes, collecte et analyse spatiale de données socioéconomiques, management d'équipes de recherche au plan sous régional, etc.* ;
- **le renforcement des capacités organisationnelles et institutionnelles** ;
- **le renforcement des capacités en matériel** (ordinateurs) et **outils d'analyse de données** (logiciels) ;
- **l'accroissement de la visibilité du Groupe aux plans national et sous régional**, notamment avec la mise en œuvre des enquêtes quantitatives et qualitatives et le renforcement des capacités en termes de partenariat sous régional. Depuis plus d'un an, les demandes de collaboration avec le GRAAD Burkina dans le cadre de projets de recherche sous-régionaux se sont multipliées de manière importante.

Au niveau de l'influence politique et de l'opinion publique il faut retenir :

- **Influence politique.** Au Burkina Faso, deux (2) politiques de haut niveau ont été impactées au Burkina Faso : la Stratégie nationale genre 2020-2024, le référentiel national de développement en cours d'élaboration.
Sur le plan régional, l'implication stratégique de la Direction du Genre et l'esprit l'intérêt de la première responsable pour les résultats de la recherche rassure quant à l'usage de données de la recherche pour les politiques régionales actuelles. Du reste, même après le projet, le GRAAD Burkina va poursuivre ses rencontres directes d'influence. Il va s'intéresser notamment à la Direction du Commerce de l'UEMOA.
- **Le GRAAD a été par ailleurs retenu comme partenaire de mise en œuvre de l'Initiative Wiki Gap** lancée par Mouso News avec la collaboration de l'Association des Blogueurs du Burkina, et l'accompagnement de l'ambassade de suède au Burkina Faso. Cet accompagnement fait partie d'une grande campagne menée par la Suède dans plus de soixante pays du monde comme mentionné plus haut.

5. Méthodologie

Pour réussir l'exécution de ce projet, le GRAAD Burkina s'est fondée sur un modèle organisationnel précis s'appuyant sur une équipe de recherche d'une dizaine de membres appuyée par un comité de pilotage d'une dizaine de membres également.

L'équipe centrale de recherche

Ce projet se fonde sur une approche pluridisciplinaire. Appuyé par des conseillers scientifiques, une (1) experte internationale spécialiste du genre au départ et un comité de pilotage composé de dix (10) membres, la recherche est conduite par une équipe relativement équilibrée en genre. Pour les besoins d'investigation sur le terrain dans les autres pays de l'UEMOA, l'équipe centrale a fait appel à des pairs (chercheurs) et/ou des consultants. Ils ont eu pour rôle principal de faciliter l'accomplissement des démarches administratives, d'appuyer l'organisation et la mise en œuvre de la collecte des données, y compris la surveillance qualité au niveau des pays.

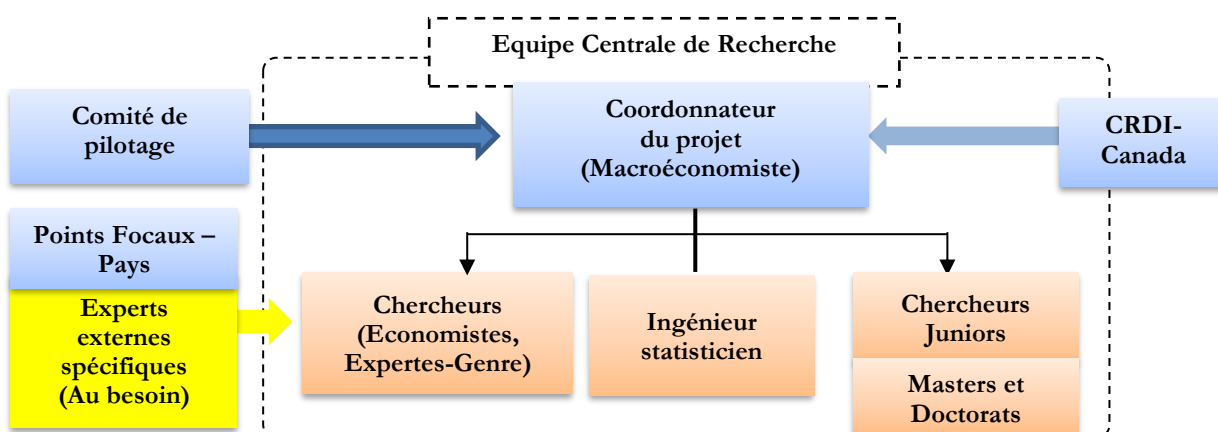
Le comité de pilotage

Le comité de pilotage a deux missions essentielles : participer à la bonne gouvernance du projet en collaboration avec l'équipe centrale de recherche et être un relai pour la volonté et la mobilisation des décideurs et des autres parties prenantes autour de la vision du projet. Plus précisément, il s'est agi pour les membres de ce comité d'accompagner l'équipe de recherche principalement en ce qui concerne les points suivants :

- choix stratégiques : communication autour du projet et dissémination des résultats,
- lien avec l'institutionnel et plaidoyer au niveau politique,
- validation de la méthodologie et des autres documents essentiels du projet,
- application des principes éthiques, enrichissement et validation des rapports.

Les membres du Comité de pilotage ont été désignés par les institutions et organisations consultées en tenant compte des critères suivants : 1) *position dans les administrations publiques régionales/nationales, OSC, ONG, etc.*, 2) *domaine d'expertise et intérêt pour la thématique*, 3) *genre*, 4) *disponibilité*, 5) *facilité/expérience de relations avec le politique*. L'organigramme de gestion de la mission présenté ci-dessous donne une vue générale simplifiée de l'approche managériale du projet.

Schéma 1 : Cadre organisationnel pour le management du projet



Sur le plan technique, la recherche a combiné à la fois une (i) approche qualitative pour collecter des données primaires qualitatives, (ii) une approche quantitative pour collecter des données primaires quantitatives et (iii) une revue documentaire pour la collecte des données secondaires et des documents pertinents pour répondre mieux circonscrire et répondre aux questions de recherche.

En ce qui concerne le volet qualitatif de la recherche, il a consisté, comme mentionné plus haut, en des enquêtes et études de cas auprès des acteurs qui interviennent directement et/ou indirectement dans l'import-export intra UEMOA de biens. La technique d'entretien individuel et collectif approfondie a été utilisée pour collecter les données auprès de ces cibles. Les cibles concernées par les études de cas sont les responsables des entreprises (femmes et hommes) qui font de l'import-export entre les huit (8) pays de l'UEMOA. En plus de ces cibles, des entretiens approfondis ont été menés auprès des responsables des organisations d'import-export et des responsables d'institutions publiques et privées présentes dans ces pays.

Les données primaires quantitatives ont été collectées auprès de trois (3) catégories de cibles : les ménages, les employés et les entreprises. Elles ont visé à :

- quantifier l'impact commerce intracommunautaires sur les entreprises ;
- quantifier l'impact des échanges intracommunautaires les conditions de travail et le traitement salarial en prenant en compte le genre ;
- quantifier l'impact du commerce intracommunautaires sur les rapports hommes-femmes dans les ménages.

Pour ce faire, il a été élaboré un questionnaire par cible, soit trois (3) questionnaires (Pour les enquêtes quantitatives).

Une fois les données collectées, elles ont été traitées pour être adaptées aux besoins d'analyse. Ce traitement a consisté à fusionner les données des différentes sources, à corriger les erreurs, les valeurs manquantes, les valeurs aberrantes, etc. En termes d'analyse, ces données ont été traitées avec les logiciels Excel, STATA et SPSS et regroupées par catégories de cibles. Les méthodes d'analyse descriptive et inférentielle ont été appliquées

6. Extrants (directs et indirects) du projet

Les principaux **extrants directs du projet** sont donnés dans le tableau ci-dessous.

Extrants	Prévisions	Réalisations	Notes
Livre	1	1	
Base de données	1	1 base de données de trois composantes	
Mémoire de Master 2	2	2	
Working papers	3	3	
Policy brief	3	10	

Les principaux **extrants indirects produits grâce au projet** sont donnés dans le tableau ci-dessous.

Extrants	Prévisions	Réalisations	Notes
Etude de cas			
- Etude d'impact de la COVID-19 sur les entreprises informelles	0	1	

Extrants	Prévisions	Réalisations	Notes
<ul style="list-style-type: none"> - Déterminants de la concentration des femmes dans le secteurs informels - Stratégies des femmes du CIT pour se maintenir en activité 			
Notice d'impact Genre (NOTEGenre)	0	1	
Formation des commerçantes des corridors de Lomé et de Niangoloko sur les droits de la femme et l'entrepreneuriat	0	30 femmes	

7. Difficultés rencontrées et alternatives

Les principales difficultés rencontrées dans la mise en œuvre technique des activités du projet sont pour l'essentiel liées à des cas de force majeure. Il s'agit de la pandémie de la COVID-19 qui a concerné tous les pays et de la survenue de tensions et de crises sociopolitiques dans certains pays comme la Mali et la Côte d'Ivoire. Une autre difficulté a été la réticence des chefs d'entreprises à laisser leurs employés participer aux enquêtes. Cette réticence a été également observée pour les conjoints/conjointes qui ne voulaient pas laisser leurs partenaires participer aux enquêtes. Les tableaux suivant donne plus de détails sur l'exécution de cette phase.

8. Réflexions et recommandations administratives

La mise en œuvre de ce projet a montré que l'envoi et/ou le partage de rapports techniques et financiers de grandes tailles peuvent poser quelques difficultés pouvant créer d'importants retards dans les évaluations administratives de l'état d'avancement des projets, et ralentir ainsi son déroulement fluide. Nous attirons l'attention du CRDI sur ce point et recommandons de revisiter la plateforme IDRC connect pour prendre en compte l'échange de gros fichiers, si ce n'est pas encore fait. Dans le cas échéant, il serait judicieux de mettre en place un système d'information claire sur les procédures à suivre pour réussir.

La pandémie a mis à rude épreuve la mise en œuvre de ce projet. Cette expérience montre comment de telles situations peuvent impacter sérieusement la mise en œuvre d'un projet de ce type. Au regard de notre expérience, dans ce type de situations, nous suggérons d'étudier les problèmes au cas par cas et d'autoriser au besoin un allongement technique du projet, c'est-à-dire sans incidence financière sans que cela que ne soit vu comme un échec, ou une incapacité de l'équipe du CDRI à faire le monitoring des projets en leur charge.

Dans nos pays, le manque de matrice de comptabilité sociale désagrégée prenant en compte le genre limite fortement les capacités de modélisation pour prévoir les effets de certaines décisions de politiques, notamment celles commerciales. Le CRDI pourrait soutenir une équipe de recherche pluridisciplinaire dans la production de cet outil qui pourra servir à de nombreuses recherches de simulations sur les effets de genre des décisions publiques.

9. Annexes

9.1. Calendrier initial prévisionnel de travail

Activités	Intervenants	Début	Fin
1. Mise en place de l'équipe du projet	CRDI + Equipe du projet + Comité de pilotage	Mois 1	Mois 1
2. Affinement du projet de recherche et de la méthodologie - Revue documentaire, clarification des concepts et finalisation du cadre théorique : discussion sur les questions de recherche, revue de littérature, engagement des partenaires, visibilité du projet		Mois 1	Mois 2
3. Atelier régional de lancement		Mois 2	Mois 2
4. Terrain et Collecte de données - Mission de prospection - Conception des instruments de collecte (Fiches, questionnaires, guides) - Formation des enquêteurs - Test des questionnaires - Finalisation des questionnaires - Déroulement des enquêtes	Equipe du projet	Mois 2	Mois 3
	Enquêteurs Enquêteurs	Mois 4 Mois 8	Mois 7 Mois 9
5. Traitement, analyse des données et rédaction des rapports - Codification, analyse des données de l'étude - Modélisation - Rédaction du rapport provisoire	Coordination du projet Statisticiens, agents de saisie + Coordination	Mois 8	Mois 9
		Mois 10 Mois 11 Mois 15	Mois 10 Mois 13 Mois 16
6. Restitution et dissémination des résultats - Ateliers de travail restreints pour validation - Ateliers politiques de validation - Rédaction de Policy brief - Ateliers de restitution (Mi-parcours et clôture) - Préparation d'articles scientifiques pour publication	CRDI + Equipe du projet + Comité de pilotage	Mois 17 Mois 18 Mois 19 Mois 21	Mois 17 Mois 19 Mois 19 Mois 26
		Mois 25	Mois 36

9.2. Etat de mise en œuvre des activités du projet depuis le début

Activités	Intervenants	Début	Fin	Etat de mise en œuvre	Note
1. Mise en place de l'équipe du projet 2. Affinement du projet de recherche et de la méthodologie <ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> Revue documentaire, clarification des concepts et finalisation du cadre théorique : discussion sur les questions de recherche, résumé de revue littérature, engagement des partenaires, visibilité du projet 3. Atelier régional de lancement	CRDI + Equipe du projet + Comité de pilotage	Mois 1 Mois 1 Mois 2	Mois 1 Mois 2 Mois 2	100%	
4. Terrain et Collecte de données <ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> Mission de prospection <input type="checkbox"/> Conception des instruments de collecte (Fiches, questionnaires, guides) <input type="checkbox"/> Formation des enquêteurs (<i>pour l'enquête complémentaire</i>) <input type="checkbox"/> Test des questionnaires <input type="checkbox"/> Finalisation des questionnaires <input type="checkbox"/> Déroulement des enquêtes 	Equipe du projet Enquêteurs Enquêteurs	Mois 2 Mois 4 Mois 8	Mois 3 Mois 7 Mois 9	100%	
5. Traitement, analyse des données et rédaction des rapports <ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> Codification, analyse des données de l'étude <input type="checkbox"/> Modélisation <input type="checkbox"/> Rédaction du rapport provisoire 	Coordination du projet Statisticiens, agents de saisie + Coordination	Mois 8 Mois 10 Mois 11 Mois 15	Mois 9 Mois 10 Mois 13 Mois 16	100%	
7. Restitution et dissémination des résultats <ul style="list-style-type: none"> <input type="checkbox"/> Ateliers de travail restreints pour validation <input type="checkbox"/> Atelier politique de validation <input type="checkbox"/> Rédaction des Policy brief <input type="checkbox"/> Ateliers de restitution (Mi-parcours et clôture) <input type="checkbox"/> Préparation articles scientifiques pour publication 	CRDI + Equipe du projet + Comité de pilotage	Mois 17 Mois 18 Mois 19 Mois 21 Mois 25	Mois 17 Mois 19 Mois 19 Mois 26 Mois 36	95%	

